

Faits & Gestes

Débats & Recherches en Communauté française Wallonie-Bruxelles



REVUE TRIMESTRIELLE
Publication du Secrétariat Général
du Ministère de la Communauté française
Service de la Recherche
44 bd Léopold II - 1080 Bruxelles
Tél vert 0800/20 000
Site internet : www.cfwb.be

12

Les études et les carrières scientifiques au féminin

Depuis le milieu du XX^e siècle, l'afflux de nouveaux étudiants dans l'enseignement supérieur a profondément modifié le paysage social. En même temps, les femmes ont fait irruption sur les campus : c'est largement par elles que passe la croissance de la formation supérieure. Réciproquement, la construction sociale des identités féminines ne passe plus par leur exclusion des études supérieures.

Cependant, les jeunes femmes s'orientent moins que les hommes vers certaines filières scientifiques et techniques, dont le recrutement est pourtant considéré comme un « enjeu sensible » pour le développement.

Financée par la Communauté française et le Fonds social européen, la recherche-action **Newtonia**¹, a reçu pour mission d'éclairer les mécanismes sous-jacents aux choix d'études et professionnels des filles.

Elle a porté sur le parcours scolaire, le profil socioculturel et les motivations des étudiants s'inscrivant à l'université (voir numéro 7 de Faits&Gestes), ainsi que sur les trajectoires professionnelles de trois générations de diplômés universitaires de deuxième cycle.

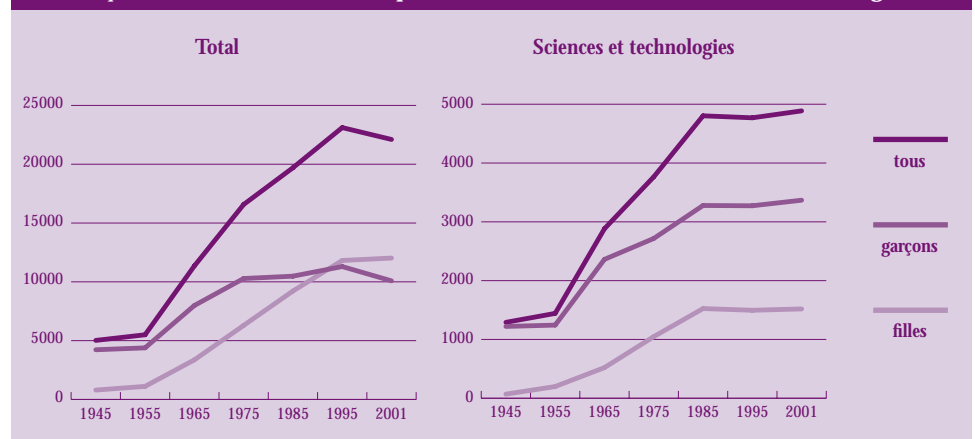
Une attention particulière est portée aux domaines des Sciences et des Sciences appliquées, et à la dimension du genre.

<http://www.egalite.cfwb.be>

Ouverture et féminisation de l'université

Il y a un demi-siècle, quelque 4 000 élèves issus du secondaire abordaient chaque année des études universitaires en Belgique, dont un sixième de filles. Aujourd'hui, ils sont, pour toute la Belgique, plus de 22 000 dont près de 12 000 filles, soit 53 %. En fait, depuis trente ans c'est elles qui assurent la croissance de la population universitaire globale.

Graph. 1 : Évolution des inscriptions en 1^{re} année d'université (étudiants belges)



L'accroissement du nombre d'étudiants se marque particulièrement dans certaines facultés, dont plusieurs se sont en outre fortement féminisées (Droit, Médecine, Psychologie). Dans les filières scientifiques et technologiques (Sciences, Sciences appliquées, Agronomie et bioingénierie), l'augmentation du nombre d'étudiants est importante également. Les garçons y sont passés en 50 ans de moins de 1 000 à plus de 3 000, soit proportionnellement une évolution légèrement plus forte que celle de l'ensemble des garçons dans les universités. En outre, le nombre de femmes ingénieures et scientifiques a explosé : leur nombre est passé de 70 à 1 500 !

Le domaine des sciences et des technologies

On parle cependant depuis quelques années, de « désaffection » par rapport à ces filières. En effet, le recrutement et la formation de cadres scientifiques et techniques ne suffisent pas à rencontrer les besoins en forte expansion de la recherche, de l'industrie, des services, de l'administration, de l'enseignement, ainsi que de l'information de citoyens responsables. De surcroît, le poids relatif des femmes dans ces filières reste très inférieur à celui des hommes : on y trouve globalement une fille pour deux garçons.

Comme le souligne la Commission européenne, la situation présente n'est ni équitable, car les femmes se trouvent écartées d'emplois considérés comme « porteurs » en termes de rémunérations, de prestige ou de responsabilités sociales – ni efficace, car elle prive nos sociétés d'une partie de leurs ressources intellectuelles – ni efficiente, car fournir à beaucoup de femmes une formation de haut niveau et ne pas utiliser leurs compétences est un gaspillage social. Cependant, il ne suffit pas de déplorer ces inégalités, il faut encore comprendre les mécanismes qui y conduisent.

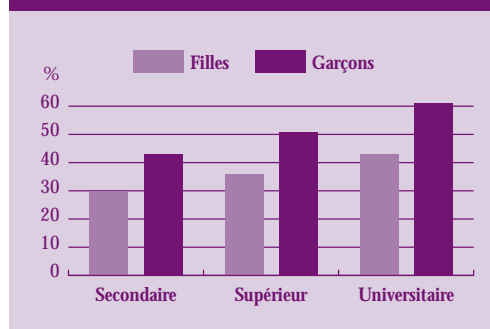
Les choix d'études : une double sélection

Une constatation immédiate est que la proportion de jeunes femmes varie fortement selon les filières (voir *Graph. 3* page suivante) : moins de 20 % en Informatique et en Sciences appliquées, 40 % en Sciences, mais plus de 70 % en Médecine et près de 80 % en Sciences psychologiques et de l'Éducation.

Dès l'école secondaire ...

Les différences entre filières sont pour une bonne part déterminées dès l'école secondaire, où mathématiques et sciences jouent un rôle d'orientation et de sélection. Celle-ci s'exerce à la fois selon le milieu socio-culturel et selon le sexe des élèves, comme le montre le *Graph. 2*, qui présente, à l'entrée à l'université, les proportions d'étudiants issus des options « mathématiques fortes » (6 heures de mathématiques au moins) de l'enseignement secondaire général, selon le sexe et selon le niveau de diplômentation des parents. Celui-ci est classé comme « universitaire » si l'un des parents au moins est universitaire, « supérieur » si l'un des parents au moins est diplômé de l'enseignement supérieur, et « secondaire » si aucun parent n'a fait d'études supérieures.

Graph. 2 : % d'étudiants issus de maths fortes



On observe d'abord que 60 % des garçons provenant de familles « universitaires » ont suivi une option « maths fortes » de l'enseignement général, alors que cette proportion tombe à 40 % lorsque les parents n'ont pas fait d'études supérieures. En outre, à cette sélection sociale se superpose une sélection selon le sexe : dans tous les milieux, la proportion de filles issues des options « maths fortes » est nettement plus faible que celle des garçons. De sorte que, à l'inscription à l'université, les options « maths fortes » ont été suivies deux fois plus souvent par les garçons issus de familles universitaires que par les filles dont les parents n'ont pas fait d'études supérieures. La conjonction de ces deux effets montre sans ambiguïté que, par-dessous les préférences individuelles, on assiste à un mouvement unique et cohérent de reproduction des rapports de pouvoir socio-économiques et sexuels.

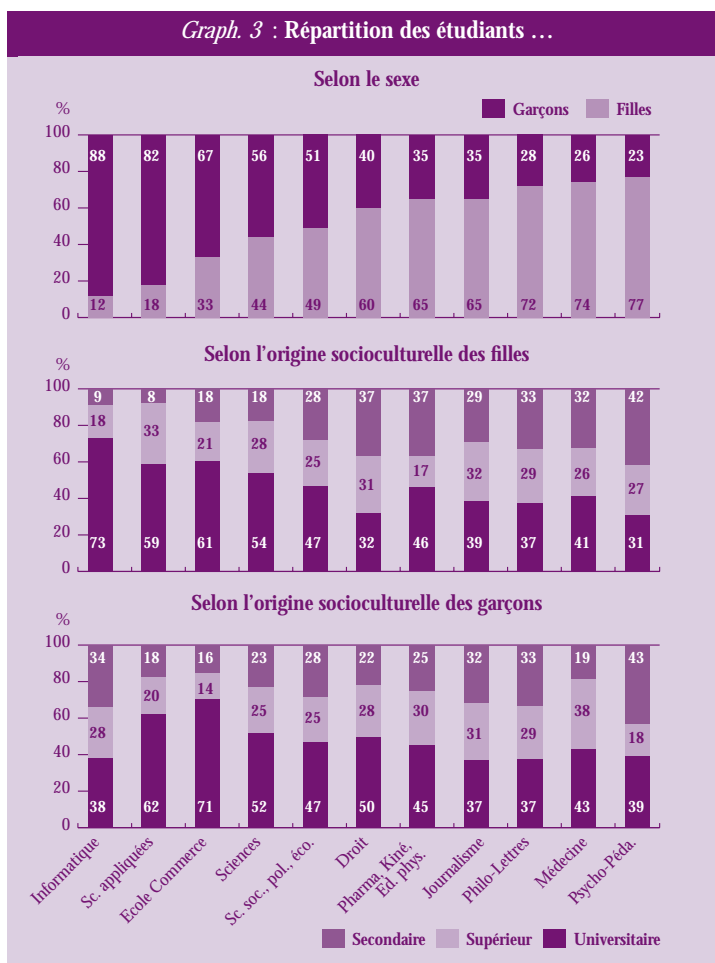
... À l'entrée de l'université, un effet « en ciseaux »

Le *Graph. 3* illustre la conjugaison de ces deux mécanismes de sélection. Il donne, au moment de l'inscription à l'université, l'origine socioculturelle des filles et des garçons, pour les différentes filières. Celles-ci sont ordonnées, selon la proportion croissante de filles (Voir figure du haut).

On remarque d'abord, dans toutes les filières, la forte sur-représentation des jeunes issus de familles universitaires qui fournissent 50 % des étudiants alors qu'elles représentent 15 % des familles dont les enfants sont en âge de fréquenter l'université. On observe ensuite que, à la notable exception de l'informatique pour les garçons, les filières les plus « masculines » sont celles qui recrutent le plus dans les milieux socialement privilégiés. Et réciproquement, celles où la proportion de filles est grande sont celles qui sont délaissées par les enfants d'universitaires.

C'est donc un véritable effet « en ciseaux » qui s'observe ici : le pourcentage d'enfants d'universitaires diminue en même temps que la proportion de filles augmente. En d'autres termes, à la sélection des filières selon l'origine sociale se superpose de manière systématique une sélection selon le sexe, défavorable aux filles.

Graph. 3 : Répartition des étudiants ...

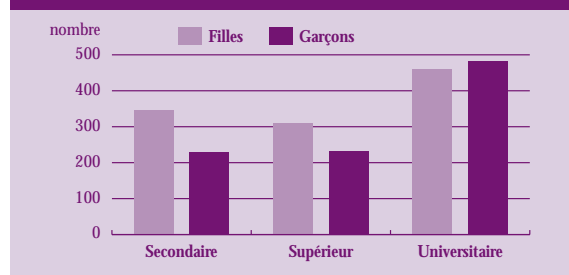


Et pourtant, l'école réussit bien aux filles !

Pourtant l'école réussit particulièrement bien aux filles, puisqu'elles sont devenues majoritaires à l'université. Leurs meilleurs résultats à l'école secondaire se vérifient par le fait qu'elles se présentent davantage à l'entrée à l'université sans avoir connu de redoublement. Elles réussissent également mieux la difficile transition entre l'enseignement secondaire et l'université : quelle que soit la section, « littéraire » ou « scientifique », qu'elles y soient très majoritaires (comme en Sciences psychologiques et de l'Éducation) ou très minoritaires (comme en Sciences appliquées), leur taux de réussite en première année d'université est supérieur à celui des garçons.

Enfin, c'est à travers les filles que l'université s'ouvre (modestement) vers des milieux sociaux moins privilégiés. Comme le montre le *Graph. 4*, si les familles les mieux pourvues sur le plan socioculturel envoient à l'université des nombres comparables de filles et de garçons, les filles issues de familles où aucun parent n'a poursuivi d'études supérieures sont plus nombreuses que les garçons. Cette observation conduit à se questionner tant sur les mécanismes de l'arrivée des filles à l'université que sur les processus d'ouverture de celle-ci.

Graph. 4 : Nombre d'étudiants s'inscrivant à l'université



Motivations et information au moment des choix d'études

Des motivations différentes chez les filles et les garçons ?

Dans leur immense majorité, les jeunes disent avoir choisi leur filière d'études en raison de l'intérêt qu'ils portent à la discipline, et ils ajoutent très largement que ce n'est pas pour éviter certaines matières, notamment scientifiques.

En ce qui concerne les motivations, les garçons se disent globalement plus sensibles aux débouchés (53 % pour 36 % des filles), aux rémunérations escomptées (45 % contre 28 %) et au prestige (32 % contre 21 %) ; mais les filles insistent davantage sur l'utilité sociale (70 % pour 58 % des garçons).

À l'intérieur de chaque filière, les différences entre sexes sont insignifiantes. Mais des contrastes très importants apparaissent entre filières. Ainsi, plus de 80 % des étudiants en Sciences appliquées et de l'École de Commerce disent avoir choisi leurs études en raison de la perspective de débouchés, pour 70 % en Informatique mais seulement 40 % dans les autres disciplines de Sciences, en Sciences économiques, politiques et sociales et en Médecine, et moins de 20 % en Philosophie et Lettres (mais 30 % en Journalisme et Communication) et en Sciences psychologiques et de l'Éducation.

Il est évidemment difficile de faire la part dans ces réponses entre une composante proprement liée aux motivations (par exemple une moindre sensibilité en Sciences qu'en Sciences appliquées à l'égard des débouchés) et une composante liée à l'image que les jeunes se font du marché de l'emploi (il existerait, à leur avis, moins de débouchés pour les diplômés de Sciences que de Sciences appliquées). La question des débouchés et la situation de l'emploi des diplômés doivent être clarifiées auprès des jeunes.

L'image des métiers

L'enquête montre que les futurs étudiants cherchent à s'informer sur les études et – tant bien que mal – sur les perspectives professionnelles. Sans surprise, les sources principales d'information sont les professeurs (surtout pour ceux dont les familles sont les moins richement dotées sur le plan socioculturel), la famille, les amis, les journées portes ouvertes et les documents préparés par les universités. Pour leur part, les filles tendent à s'informer davantage que les garçons, et auprès de sources plus variées, demandant éventuellement une démarche individuelle.

Mais dans l'ensemble, les informations dont disposent les jeunes concernant les métiers sont à la fois fragmentaires et stéréotypées. On relève en particulier un net contraste entre deux types de filières. Les élèves ont souvent une image forte des filières à finalités plus « professionnelles », associées à des métiers (ingénieur, médecin, avocat, journaliste) qui leur paraissent bien identifiés, et qui provoquent souvent soit une forte adhésion, soit un fort rejet (« *Ingénieur, ça jamais !* » s'écrient deux étudiantes dont les pères sont ingénieurs). Par contre, l'image est beaucoup plus floue – ou encore plus stéréotypée – pour les filières plus « généralistes », comme les Sciences et les Lettres. Les débouchés apparaissent ici aux jeunes à la fois peu nombreux, peu rémunérateurs, peu variés, et essentiellement tournés vers l'enseignement et, pour les Sciences, vers la recherche.

Enfin, il faut souligner une revendication, plus fréquente chez les filles, d'une vie professionnelle compatible avec la vie de famille, ce qui est ressenti comme particulièrement difficile dans les métiers d'ingénieur et de chercheur.

Le diplôme universitaire : une protection forte contre le chômage

L'enquête *Newtonia* menée auprès des diplômés des générations 1970-72, 1980-82 et 1990-92 apporte des informations éclairantes sur les trajectoires professionnelles des universitaires.

Tableau 1 : Situations d'emploi des répondants, fin 2002

Répondants	Femmes 1 237	%	Hommes 1 360	%	Total 2 597	%
Temps-plein*	717	58,0 %	874	64,0 %	1581	61,0 %
Temps-partiel	161	13,0 %	27	2,0 %	188	7,0 %
Indépendants/ professions libérales/ PME	257	21,0 %	401	30,0 %	658	25,0 %
En recherche d'emploi	17	1,4 %	15	1,1 %	32	1,2 %
Sans emploi et n'en cherchant pas	47	4,0 %	6	0,5 %	53	2,0 %
Pause-carrière à temps-plein	9	1,0 %	2	0,1 %	11	0,5 %
Maladie de longue durée, invalidité	6	0,5 %	6	0,5 %	12	0,5 %
Pensionnés et pré-pensionnés	23	2,0 %	29	2,0 %	52	2,0 %

* Y compris la combinaison de temps partiels, ou de statuts d'indépendant et de salarié.

Les situations d'emploi au moment de l'enquête

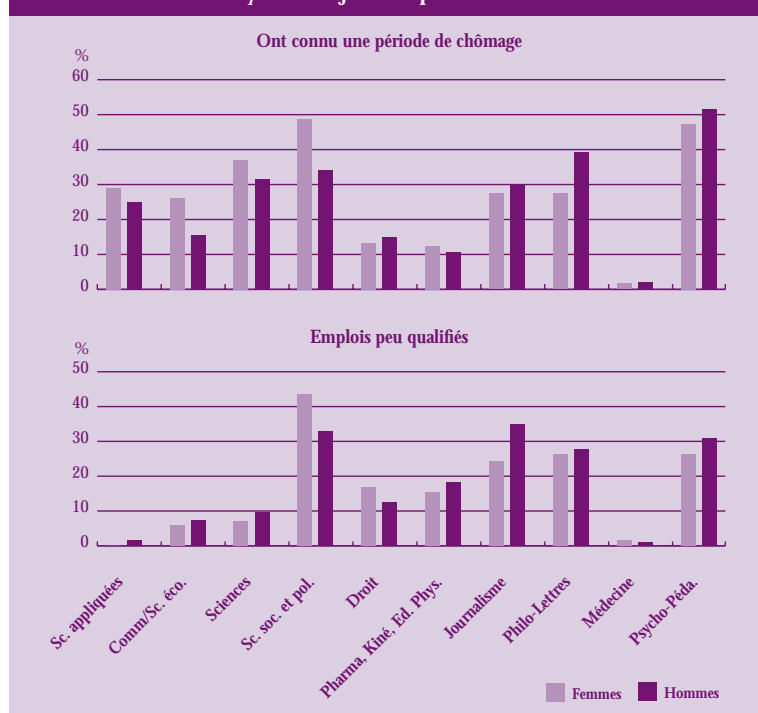
À la lecture du Tableau 1, une constatation s'impose : pour les générations considérées, l'écrasante majorité des diplômés universitaires bénéficie actuellement d'un emploi de niveau universitaire. En effet, à peine plus de 1 % des répondants (autant de femmes que d'hommes) étaient en recherche d'emploi en décembre 2002. Au total, 2,5 % des répondants ont connu le chômage à un moment ou à un autre au cours de l'année 2002 (soit 35 femmes et 30 hommes). En outre, 36 diplômés occupaient fin 2002 un emploi qui, d'après sa description, ne semblait pas correspondre à un niveau universitaire.

Les trajectoires : recherches d'emploi et emplois peu qualifiés

Moins de 25 % des répondants disent avoir connu au moins une fois au cours de leur trajectoire professionnelle une période de recherche d'emploi : un peu plus de 15 % pour la génération des années 70, 22 % pour celle des années 80, et un peu plus de 25 % pour celle des années 90. De plus, pour la moitié de ceux qui ont connu une recherche d'emploi, elle s'est située dans l'année suivant l'obtention du diplôme. Il faut souligner ici que, si le début des années 70 a constitué une période faste pour l'emploi, il en allait tout autrement au début des années 80 et au début des années 90.

Cependant, la proportion de répondants ayant connu une recherche d'emploi varie sensiblement selon la filière (Voir *Graph. 5*). Elle est la plus basse pour les filières menant essentiellement à des professions libérales (médecins, pharmaciens, avocats), où le statut d'indépendant peut cependant camoufler des réalités professionnelles difficiles, surtout en début de carrière. Elle monte à 25 % pour les diplômés de Sciences appliquées, 30 % pour ceux de Sciences et de Philosophie et Lettres, et atteint les taux les plus élevés pour les autres Sciences humaines (dans le cas du Journalisme, il faut prendre en compte, en début de carrière, les nombreux « pigistes »). Par contre, à l'intérieur de chaque filière, on n'observe pas de différence significative entre les hommes et les femmes. Il est également intéressant de remarquer que seulement 0,5 % des répondants (13, dont 12 femmes) n'ont jamais travaillé.

Graph. 5 Trajectoires professionnelles



Il convient d'examiner également les emplois qui ne semblent pas relever d'un diplôme universitaire. Outre une majorité de « petits boulots » acceptés en attendant de trouver mieux (ouvrier, caissière, etc.), on repère aussi des emplois qui ne requièrent pas de diplôme universitaire mais qui permettent à un diplômé de pénétrer dans un domaine ou une entreprise où il peut espérer faire carrière : bibliothécaire pour un diplômé en Histoire, clerc de notaire pour un licencié en Droit, surveillant-éducateur dans l'enseignement.

Dans chaque filière, les femmes ont systématiquement occupé moins souvent que les hommes des emplois « peu qualifiés ». Cependant, il existe des différences importantes entre filières, et ces emplois sont plus concentrés dans les filières les plus féminines, qui sont aussi les plus atteintes par le chômage en début de carrière : moins de 5 % des diplômés en Sciences appliquées ont accepté des emplois peu qualifiés, pour près de 35 % en Sciences politiques et sociales. On constate également une évolution sensible avec le temps et la conjoncture économique du recours à ces emplois : moins de 10 % il y a 30 ans mais près de 20 % pour les deux autres générations. Le fait remarquable est que, partout, cette situation est transitoire.

Interruptions de carrière et emplois à temps partiel

Outre le très faible taux de chômage et d'emplois peu qualifiés parmi les diplômés universitaires, l'aspect le plus frappant de l'enquête est le grand contraste entre hommes et femmes en ce qui concerne les interruptions de carrière et le travail à temps partiel.

Les femmes étaient en effet, au moment de l'enquête, 7 fois plus souvent que les hommes en interruption de carrière ou sans emploi et n'en cherchant pas (voir Tableau 1). Elles étaient aussi proportionnellement 7 fois plus nombreuses à travailler à temps partiel². La différence très forte entre hommes et femmes apparaît dans tous les grands domaines d'activité (voir Tableau 2). Par contre, ce qui change selon les domaines, c'est la proportion d'emplois à temps partiel par rapport aux temps pleins. Dans l'enseignement secondaire, ils sont proportionnellement deux fois plus nombreux qu'ailleurs ; en outre, ils y sont fréquents en fin de carrière, ce qui peut être rapproché d'un taux de pensionnés et de prépensionnés six fois supérieur à la moyenne.

Tableau 2 : Proportion de temps partiels

	Femmes	Hommes	Total
Enseignement	21 %	5 %	16 %
Services publics	14 %	3 %	8 %
Santé	11 %	1 %	6 %
Entreprises, services, autres	13 %	2 %	6 %
Moyenne	14 %	2 %	8 %

En ce qui concerne les emplois à temps partiel, il est difficile de distinguer entre la contrainte (accepter un emploi à temps partiel ou perdre son emploi, dans le cas de restructurations par exemple), et un choix dicté par des raisons de « convenance personnelle » (lié par exemple à une répartition inégale des charges familiales dans le ménage). Au vu du faible niveau de chômage et de la forte proportion d'emplois à temps partiel en cours de carrière dans la fonction publique, il semble cependant s'agir ici plutôt de choix personnels, encouragés notamment par des mesures favorables au temps partiel, comme dans l'enseignement.

Les domaines d'activité

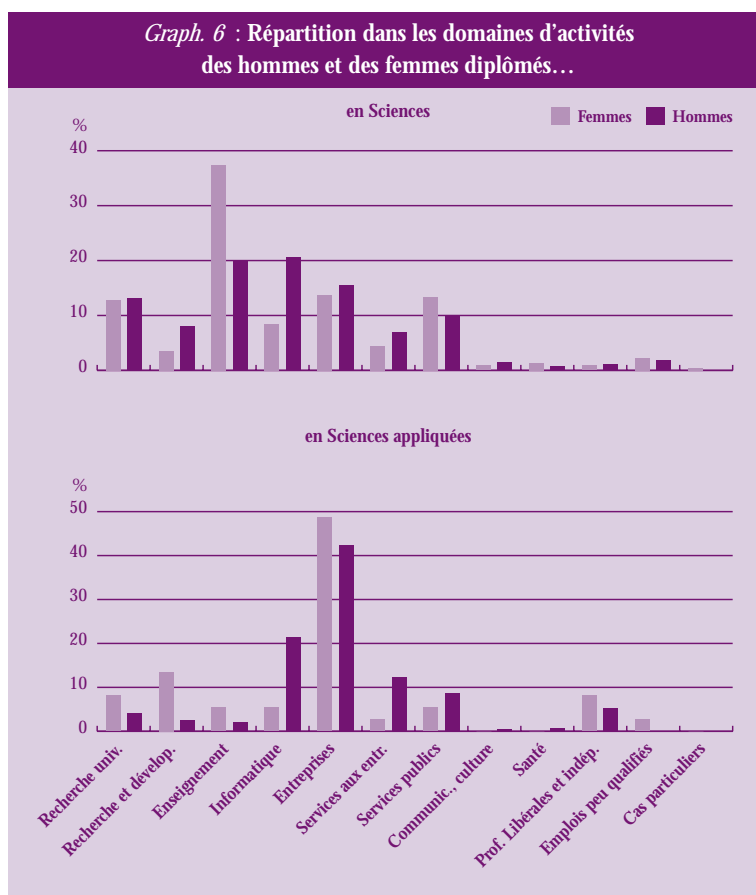
L'examen des domaines d'activité des diplômés révèle qu'il existe en général, pour chaque filière, un domaine de prédilection – qui correspond souvent grosso modo à l'idée que les jeunes se font des débouchés de cette filière – mais aussi une palette d'autres métiers qu'en général ils ignorent.

Ainsi, 80 % des diplômés du secteur médical exercent dans ce domaine. Il n'en reste pas moins que 10 % des médecins et près de 35 % des autres professionnels de la santé se répartissent entre secteur public, entreprises, recherche et enseignement. Les psychologues se distribuent en 1/3 dans le secteur de la santé, 1/3 dans les services publics, et le reste sur les autres domaines.

Parmi les diplômés de la faculté de Droit, 35 % travaillent en cabinet d'avocat, mais 42 % ont un emploi dans les services publics et près de 20 % dans les entreprises. Parmi ceux de l'École de Commerce et de Sciences économiques, un tiers travaillent dans les entreprises, un deuxième tiers dans les services aux entreprises, et 15 % dans les services publics. Les diplômés en Sciences sociales et politiques travaillent pour 40 % dans le secteur public et pour 30 % dans les entreprises.

Quant aux diplômés de Philosophie et Lettres, pour les trois générations considérées, la moitié sont des enseignants, mais près de 15 % travaillent dans les services publics, presque autant dans la culture et la communication, et 10 % occupent des postes dans les entreprises. Et pour les licenciés en Journalisme, la moitié travaille dans la communication, 20 % dans les services publics, et le reste occupe des emplois variés.

Enfin, le *Graph. 6* présente de manière détaillée la répartition par domaine d'activité de l'ensemble des femmes et de l'ensemble des hommes diplômés d'une part de



de Sciences (auxquels sont joints ici ingénieurs agronomes et bioingénieurs) et d'autre part de Sciences appliquées. En Sciences, à côté de l'enseignement, on trouve une grande variété d'emplois dans les entreprises et services, l'informatique, la recherche universitaire, les services publics, la recherche et développement. Ainsi, on trouve de nombreux mathématiciens dans les banques, les assurances, l'informatique, la consultance, et des chimistes dans toute une série d'industries, en plus de la recherche, de l'enseignement, de l'informatique, du secteur public. Chez les ingénieurs, les entreprises dominent, suivies de l'informatique, des services aux entreprises (bureaux d'études, consultance), des services publics et de la recherche et développement. Si pour les trois générations concernées par l'étude, la proportion de femmes n'est que de 39% pour 51 % d'hommes diplômés en Sciences, et de 11 % de femmes pour 89 % d'hommes en Sciences appliquées, il faut remarquer que, mis à part l'enseignement et l'informatique, femmes et hommes diplômés de Sciences et de Sciences appliquées se répartissent de manières comparables entre les différents secteurs.

Les carrières de la recherche et le doctorat

Dans la plupart des filières, la recherche intervient peu dans les carrières : 13 % des diplômés de l'École de Commerce et de Sciences économiques, 11 % de ceux de Philosophie et Lettres, quelques pour-cents dans les autres domaines ont connu un épisode de recherche. Il en va tout autrement pour les Sciences appliquées et les Sciences, où respectivement 35 % et 44 % des diplômés ont eu un emploi dans la recherche, surtout en début de carrière.

La structure de ces épisodes est cependant différente. En Sciences, le passage par la recherche se déroule le plus souvent dans le cadre de la préparation d'un doctorat, avec un contrat d'assistant universitaire de six ans ou, plus fréquemment encore, un mandat de formation et de recherche de trois ou quatre ans (FNRS, IRSIA, FRIA), conduisant 26 % des répondants à obtenir le titre de docteur, avec 30 % pour les physiciens et les biologistes, et près de 50 % pour les chimistes, et des proportions très légèrement inférieures pour les femmes que pour les hommes. En Sciences appliquées, par contre, l'épisode d'emploi à l'université, à la sortie des études, est généralement bref, et seuls 9 % des diplômés ont réalisé une thèse. Globalement pour les autres filières, moins de 4 % des répondants sont docteurs.

Plus avant dans la carrière, les situations d'emploi dans la recherche sont contrastées. Ainsi près de 15 % des répondants diplômés en Sciences et 4 % de ceux de Sciences appliquées occupaient en 2002 un emploi à l'université ou dans les instituts de recherche et 7 % dans la recherche et le développement dans le secteur public ou privé. La recherche fournissait un emploi à 4 % des diplômés de Philosophie et Lettres, et moins encore dans les autres secteurs.

L'enseignement

Beaucoup de jeunes voient l'enseignement comme le débouché « naturel » des filières de Lettres et de Sciences. La perspective d'enseigner constituait d'ailleurs une motivation positive pour 36 % des filles et 27 % des garçons qui s'inscrivaient en Lettres à la rentrée 2001 – mais elle n'était pas du tout une motivation pour 35 % des filles et 44 % des garçons. Par contre, en Sciences (sans compter l'Informatique), il n'y a que 14 % de motivations positives pour les filles et 8 % pour les garçons, pour 62 % de rejet chez les filles et 64 % chez les garçons.

Dans les faits, parmi les trois générations considérées, près de la moitié des diplômés de Philosophie et Lettres étaient enseignants, et 29 % pour les Sciences (avec des différences importantes selon les disciplines : 51 % en mathématique et en géographie, mais 25 % en physique et en chimie). La proportion d'enseignants n'a cependant cessé de baisser, passant en Lettres de près de 80 % pour la génération de 1970 à 40 % pour celle de 1990, et de 56 % à 25 % en Sciences.

C'est dans ce secteur que l'on constate la plus grande asymétrie dans le taux d'emploi selon le genre. En 2002, pour les générations considérées, 55 % des femmes diplômées de Lettres travaillaient dans l'enseignement pour seulement 32 % des hommes, et en Sciences, 38 % des femmes pour 21 % des hommes. De plus, les femmes qui ont occupé un poste dans l'enseignement ont davantage que les hommes tendance à s'y maintenir : elles y sont restées à raison de 70 %, pour 56 % pour les hommes (au cours de leur carrière, près de 70 % des diplômés de Lettres et 40% de ceux de Sciences ont occupé à un moment ou à un autre un poste dans l'enseignement).

L'informatique

Outre les diplômés en Informatique, qui exercent pratiquement tous dans cette branche, l'informatique constitue un débouché important pour les diplômés de Sciences appliquées (plus de 20 %) et de Sciences (près de 10 %). En outre, on trouve des diplômés de toutes les autres filières qui exercent une profession d'informaticien.

Compte tenu du recrutement très masculin des Sciences appliquées et d'Informatique, il est normal que les emplois dans ce secteur soient majoritairement occupés par des hommes. Cependant, parmi les diplômés des autres filières (Sciences, Sciences économiques, Lettres, etc.) qui travaillent comme informaticiens – où ils occupent 40 % des emplois du secteur – plus du tiers des emplois sont occupés par des femmes, soit une proportion sensiblement plus élevée que parmi les étudiants.

Cette présence proportionnellement plus grande des femmes dans les métiers de l'informatique que parmi les étudiants révèle que les réalités du marché de l'emploi sont plus fortes que les stéréotypes concernant les métiers. Elle apporte un démenti aux préjugés quant aux qualités ou aux motivations supposées manquer aux femmes pour exercer certains métiers, et devrait également faire réfléchir les milieux de l'enseignement, tant secondaire qu'universitaire, quant à l'accueil qui y est fait aux filles.

LES DIPLÔMÉS DES DIFFÉRENTES FILIÈRES ONT ÉTÉ RÉPARTIS SELON LES CATÉGORIES SUIVANTES³ :

Recherche universitaire et instituts de recherche nationaux - *Recherche et développement* : secteur privé, hôpitaux, ministères - *Enseignement* secondaire et supérieur non-universitaire - *Informatique* : fonction d'informaticien, à l'exclusion de l'enseignement et des autres fonctions de l'industrie informatique - *Entreprises* : production, distribution, transport, y compris juristes et médecins d'entreprise - *Services aux entreprises* : secteur financier, assurance, consultance, bureaux d'étude, délégués médicaux - *Services publics* : fonction publique, justice, centres PMS, secteur associatif, cabinets ministériels et fonctions politiques, associations syndicales, patronales - *Communication et culture* - secteur de la *Santé* : hôpitaux, maisons de repos, laboratoires d'analyses - *Professions libérales* et autres petites entreprises : cabinets médicaux, d'avocats, de kinésithérapeutes, de psychothérapeutes, pharmaciens d'officine, quel que soit le statut de la personne, commerçants - emplois *peu qualifiés* - *Cas particuliers* : artistes, prêtres, ...

Conclusions

Depuis deux générations, l'université a considérablement accru son recrutement, et en particulier s'est largement ouverte aux filles.

L'enquête l'a démontré : le diplôme universitaire constitue une véritable protection contre le chômage, et il permet d'accéder, même dans les périodes où les emplois paraissent rationnés, à des emplois de qualité. Une fois dépassées les turbulences du début de carrière – qui semblent s'aggraver au cours des toutes dernières années, les diplômés jouissent dans leur immense majorité d'un emploi de niveau universitaire ; ceci est particulièrement vrai pour les diplômés scientifiques. On n'observe pas de différences significatives entre hommes et femmes, sauf pour ce qui concerne les interruptions de carrière et les emplois à temps partiel, beaucoup plus répandus chez les femmes universitaires que chez les hommes. C'est probablement le reflet de différences et d'inégalités dans la répartition des charges familiales, ainsi que de l'impact de la vie professionnelle.

Les emplois accessibles aux diplômés universitaires sont beaucoup plus variés qu'on ne se l'imagine souvent. En outre, femmes et hommes munis d'un même diplôme ont accès de manières comparables aux différents domaines d'activité. La principale exception reste l'enseignement, où les femmes sont nettement plus nombreuses. Ceci ne veut cependant pas dire, évidemment, que la nature et la qualité de l'emploi correspondent aux aspirations du diplômé, ni qu'ils se situent dans le droit-fil des études réalisées. Ceci ne préjuge pas non plus de l'égalité entre hommes et femmes en ce qui concerne les promotions et les niveaux hiérarchiques des fonctions occupées.

Malgré ces évolutions positives, il faut reconnaître que l'augmentation importante du recrutement de l'université ne s'est guère traduit par une démocratisation sociale. Au sortir des classes « fortes » de l'enseignement secondaire général, ce sont encore principalement les enfants des milieux privilégiés sur le plan socioculturel qui se présentent à l'université. D'autre part, l'arrivée massive de filles à l'université représente sans aucun doute une avancée démocratique majeure. Cependant, il se trouve qu'elles se dirigent davantage vers les filières qui sont moins prisées par les familles universitaires, et elles restent minoritaires dans celles dont le recrutement est le plus privilégié socialement : Sciences appliquées, École de Commerce, Sciences.

Or, il faut en être conscient, l'accès aux différents domaines d'activité professionnelle reste lourdement déterminé par le choix des filières d'études. Et celui-ci est à son tour fortement marqué par les options suivies dans l'enseignement secondaire, où les mathématiques jouant un rôle de sélection important, qui agit de fait selon l'origine sociale et le sexe. Il importe donc, selon la philosophie de l'approche intégrée (« *gender mainstreaming* »), de se poser pour chaque attitude, chaque décision, chaque proposition d'orientation et de réorientation, la question de savoir si elles ne compromettent pas l'égalité des chances entre les jeunes, en particulier entre filles et garçons.

Choisir des études, c'est se projeter dans l'avenir. Un effort considérable devrait être mené pour mieux informer les jeunes quant aux réalités de l'emploi et des métiers exercés par les diplômés des différentes filières et aussi pour les accueillir mieux sur le marché de l'emploi, en offrant à tous, femmes comme hommes, les mêmes perspectives de carrière et de promotion.

MÉTHODOLOGIE. La spécificité de la recherche *Newtonia* a été de collecter un vaste ensemble d'informations sur le parcours scolaire et le milieu social des jeunes qui abordent l'université, et d'analyser ces données en portant une attention particulière aux différences entre garçons et filles, spécialement pour ce qui concerne les filières scientifiques. À cet effet, un questionnaire a été proposé à tous les étudiants qui s'inscrivaient pour la première fois à l'ULB lors de la rentrée académique 2001-02. En outre, des entretiens ont été menés avec une centaine d'étudiants et enseignants.

Le second volet de l'enquête, portant sur les trajectoires professionnelles, a été réalisé au printemps 2003 auprès des diplômés de l'ULB des années 1970-72, 1980-82 et 1990-92. Les répondants étaient au nombre de 2597, soit 24 % de l'ensemble des diplômés et 29 % si l'on décompte les non-retours identifiés pour cause de changement d'adresse ou de décès. Les taux de réponse sont plus élevés parmi les femmes (30 % pour 28 % chez les hommes), et parmi les diplômés de la génération la plus ancienne. Pour les diplômés de Sciences et de Sciences appliquées, auxquels un rappel a été envoyé, les taux de réponses sont de 51 % pour les femmes et 41 % pour les hommes.

Le 1^{er} volet de la recherche a été publié - la publication du second volet est en cours de réalisation.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

M. ALALUF et al., *Les filles face aux études scientifiques. Réussite scolaire et inégalités d'orientation*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2003

Chr. BAUDELLOT et R. ESTABLET, *Allez les filles !*, Paris, Le Seuil, 1992.

J.-J. DROESBEKE, I. HECQUET et C. WATTELAR, *La population étudiante. Description, évolution, perspectives*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2001.

J. LAUFER et al., *Le travail du genre. Les sciences sociales à l'épreuve des différences de sexe*, Paris, La Découverte-Mage, 2003.

SITES INTERNET

<http://www.egalite.cfwb.be> - <http://ulb.ac.be/newtonia>

NOTES

¹ *Newtonia : Accès des jeunes femmes aux études universitaires scientifiques et techniques*, recherche commanditée par la Communauté française et le Fonds social européen, menée par l'Institut de Sociologie et la Faculté des sciences de l'ULB sous la direction de M. Alaluf et P. Marage ; chercheurs : N. Imatouchan, S. Pahaut, R. Sanvura, A. Valkeneers, A. Vanheerswynghels.

² Il faut souligner que tous les emplois à temps partiel ont été pris en compte, y compris les réductions à 4/5 temps.

³ Les catégories sont présentées ici telles que déterminées par les auteurs de l'étude.